

Difficultés de l'anglais des contrats

Frédéric Houbert, *Dictionnaire des difficultés de l'anglais des contrats*, Paris, La Maison du Dictionnaire, 2000, 142 pages, ISBN 2-85608-151-7

Jean-Claude Gémar

Volume 31, Number 2, 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1027801ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1027801ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (print)

2292-2512 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gémar, J.-C. (2001). Review of [Difficultés de l'anglais des contrats / Frédéric Houbert, *Dictionnaire des difficultés de l'anglais des contrats*, Paris, La Maison du Dictionnaire, 2000, 142 pages, ISBN 2-85608-151-7]. *Revue générale de droit*, 31(2), 405–408. <https://doi.org/10.7202/1027801ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Difficultés de l'anglais des contrats

JEAN-CLAUDE GÉMAR

Professeur, Université de Genève, Suisse

Frédéric HOUBERT, *Dictionnaire des difficultés de l'anglais des contrats*, Paris, La Maison du Dictionnaire, 2000, 142 pages, ISBN 2-85608-151-7

Le langage du droit s'exprime sous de nombreuses formes, dont celle de la convention et, plus particulièrement, du contrat. À ce sujet, ne devrait-on pas plutôt dire les contrats, tellement ce type de convention pullule. Notre vie, nos rapports, la société même sont ponctués, régis par le contrat, collectif ou d'assurance, de transport ou de prêt. Aux yeux des gens il incarne, à tort ou à raison, le texte juridique par excellence. Qui d'autre que Stendhal ingurgiterait chaque matin, comme une purge, un texte de loi? Comme dans la vie quotidienne, le contrat représente dans la pratique professionnelle le « pain quotidien ». C'est sans doute une des raisons pour laquelle le texte contractuel, de tous les textes juridiques, est le plus malmené. Souvent rédigé dans la hâte, il aligne des clauses que le lecteur s'évertue — souvent en vain — à comprendre tant elles sont obscures, alors que, exprimant la volonté des parties, il devrait être rédigé de façon professionnelle voire exemplaire, les parties ayant droit au minimum de respect du client attendu d'un professionnel.

On imagine sans peine ce que cela peut donner en traduction, à l'arrivée. La difficulté s'aggrave lors du passage d'une langue à l'autre, pour ne rien dire du changement de système juridique lorsque le traducteur doit rendre un texte de common law en français civiliste. Ou vice versa. L'utilisateur dispose bien, dans le marché du livre, de quelques ouvrages sur la question, outre les manuels de droit relatifs au contrat. Mais, le plus souvent, il s'agit soit d'un ouvrage très général — le livre de René David sur les contrats en droit anglais, par exemple, ancien mais toujours utile —, soit d'un ouvrage très ponctuel, du genre petit lexique ou vocabulaire

des conventions collectives, de la vente, des assurances, voire des obligations. Ces ouvrages s'adressent généralement à un public bien identifié : étudiants en droit, traducteurs et réviseurs, praticiens de tel domaine, etc.

Les ouvrages traitant des difficultés propres à un domaine précis sont encore chose rare sur le marché. Pour les raisons que l'on sait — bilinguisme et bijuridisme, d'où forte activité traduisante — le Canada, à lui seul, représente probablement la meilleure part de ce qui a été publié en la matière. Aussi le petit livre que Frédéric Houbert vient de publier en France, à la Maison du Dictionnaire, viendra-t-il combler un vide. Il rendra service aux personnes qui, pour diverses raisons professionnelles, ont affaire à des contrats rédigés en anglais ou en français, ou sont appelées à en traduire : traducteurs et réviseurs, rédacteurs, terminologues, jurilinguistes en général et jusqu'aux juristes mêmes.

Le *Dictionnaire des difficultés de l'anglais des contrats* se présente sous la forme d'un livre de format pratique, à couverture souple d'un agréable bleu horizon uni. Ce format et cette souplesse en facilitent la consultation. Outre une brève introduction, il est découpé en quatre parties : dictionnaire des difficultés, traduction de contrat annotée, articles, lexique français-anglais.

La première, qui fait quelque 80 pages, est consacrée au dictionnaire (anglais-français) proprement dit. Les entrées sont présentées dans l'ordre alphabétique. Il peut s'agir de termes, simples (cf. *term* : durée — d'un contrat; *severability* : divisibilité) ou complexes (cf. *incidental or consequential damages* : dommages indirects ou accessoires), ou d'expressions (cf. *including, but not limited to* : y compris). L'intérêt de ce dictionnaire ne tient pas tant au nombre — 400 environ — des entrées qu'au choix de l'auteur de ne retenir que « les termes et expressions susceptibles de poser de réels problèmes au traducteur ou au lecteur » (p. 2). D'où sa — relative — concision. Le deuxième point d'intérêt vient de la traduction des entrées anglaises en français. L'auteur ne s'est pas toujours contenté de proposer une traduction, voire plusieurs équivalents, il l'assortit souvent de commentaires. Et là, l'expérience parle. Ces commentaires sont précieux pour éclairer l'utilisateur sur la ou les difficultés que présente tel terme ou telle

expression, ou pour le guider dans ses choix. On ne peut tous les citer, bien sûr. Voir, par exemple, *said* ou *same*, ou encore et plus complexe : l'auxiliaire *shall*, que les traducteurs ont parfois de la difficulté à bien saisir selon le contexte en cause. On trouvera donc d'excellentes analyses et des commentaires pertinents sous nombre d'entrées, entre autres sous « and/or », « any », « amendment », « execute », « time is of the essence », « made and entered into », « reasonable » (note 14, p. 98).

On pourrait toutefois opposer à certains commentaires d'autres observations. Par exemple, que *shall*, dans les textes juridiques, peut être avantageusement traduit en français par un présent — temps exprimant la durée, donc le futur — au lieu d'un futur : le conseil d'administration veille à ce que... ; le contrat engage les parties/fait foi ; etc. La loi parle au présent, dit-on. Dans certains cas, on peut se passer de certaines formulations, juridiquement inutiles — en français en tout cas — et lourdes, que l'anglais affectionne — *hereinafter referred to as*, par exemple — en mettant simplement entre parenthèses le nom de la partie visée. Dans d'autres, la simplicité linguistique rejoint la lettre du droit exprimé en français lorsque l'anglais recourt, pour des raisons historiques¹, à un terme double — par ex. : *terms and conditions* — pour rendre ce qui, en français juridique, peut s'exprimer en un mot : conditions, modalités. Un terme lourdement connoté en droit tel que « copyright » ne devrait plus être laissé tel quel, en français. Sauf à substituer ce terme anglais au terme français correspondant : droit d'auteur, soit *le* droit d'auteur — qui ne saurait être confondu avec *les* droits (syn. : redevances = *royalties*) que peut toucher un auteur en vertu de son « droit d'auteur ». Un terme comme « unlawful » (p. 81) ne peut être rendu à la fois par « illégal, illégitime, illicite », ces termes n'étant pas synonymes². L'expression « at arms length » (p. 14) s'écrit « at arm's length » (cas possessif). On pourrait aussi regretter certaines absences, par exemple « jointly and severally » ou « jurisdiction », termes cardinaux. Elles feront sans doute partie d'une prochaine édition. Tout ne peut figurer dans un

1. Voir sur ce point mon ouvrage, *Difficultés du langage du droit au Canada*, Cowansville, Québec, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1990, V^o TERMES ET CONDITIONS, p. 179.

2. Voir ces termes dans les *Difficultés du langage du droit au Canada*.

ouvrage de cette dimension, des choix s'imposent. L'essentiel est là, et, en fin de compte, c'est cela qui importe.

La deuxième partie est consacrée à la traduction de contrat annotée. Elle reflète assez bien l'esprit comme la lettre de la première partie et sera très utile aux traducteurs désireux maîtriser une technique réputée complexe. En effet, la traduction d'un contrat passe souvent pour être très technique. Elle l'est, bien sûr, et l'on pourrait avancer sans trop craindre de se tromper que la traduction du contrat s'apparente à de la traduction technique. Le langage de la communication pragmatique peut être toutefois exprimé de façon non rébarbative et simple, voire non dénuée d'une certaine élégance. À cet égard, l'utilisateur devrait suivre les préceptes du « plain language » (cf. p. 128) et les appliquer dans toute situation le permettant (voir plus haut le cas de *hereinafter*).

La troisième partie est constituée de trois petits articles portant sur la traduction et la langue juridiques. Ils n'apportent qu'un éclairage ponctuel et limité au débat. La question du contrat est vaste et demanderait de longs développements que le cadre d'un tel dictionnaire ne peut fournir.

Un lexique français-anglais conclut l'ouvrage et reprend les termes présentés dans la première partie, mais dans l'autre sens cette fois. L'ensemble forme ainsi un dictionnaire bilingue commode et utilisable dans les deux sens.

Le *Dictionnaire des difficultés de l'anglais des contrats* est un des ouvrages les plus utiles qui ait été produit sur le sujet. Malgré son format limité, son auteur ne visant pas l'exhaustivité, il rendra de grands services aux comparatistes, qu'il s'agisse de juristes, de traducteurs ou d'autres langagiers ayant à faire avec ce vocabulaire et ce type de texte si particuliers et des manières de dire le droit parfois peu évidentes pour le profane.

Jean-Claude Gémar
Université de Genève — ETI
UNIMAIL, Bd du Pont d'Arve 40
1211 Genève 4 — Suisse
Tél. : (41 22) 705 87 37
Télé. : (41 22) 705 87 39 / 781 62 21
Courriel : gemar@eti.unige.ch